



**PICARDIE**

## Déclaration préalable au CTA du 15 janvier 2019

Mme le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du Comité Technique Académique ,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner les moyens de la rentrée 2019 qui apparaissent bien insuffisants pour répondre au défi éducatif de notre société. Le Sgen-CFDT tient à souligner les incohérences entre le budget de l'Éducation nationale et les réformes qu'entend mener le gouvernement.

Les réformes des lycées interviennent dans l'Académie sur fond d'une stabilité des effectifs d'élèves. Le ministre prétend que ces réformes n'ont pas été conçues pour réduire le nombre de postes, c'est pourtant bien le message inverse qui est envoyé quand on observe les dotations de la rentrée 2019 qui coïncide avec la mise en place des réformes. Mener celles-ci en supprimant des emplois revient à ne pas conserver les moyens qui pourraient donner sens à ces réformes. Alors qu'on souhaite qu'une plus forte proportion d'une classe d'âge fasse le choix de la voie professionnelle, on supprime déjà des postes dans les lycées professionnels, et on laisse dans une grande incertitude les équipes sur l'organisation de l'apprentissage. Dans tous les lycées, la tension sur les moyens et le taux d'encadrement risque de vider les réformes des éléments potentiellement positifs dont elles pourraient être porteuses. Que restera-t-il du choix des élèves dans les lycées généraux et technologiques ? Que restera-t-il de la co-intervention dans les LP ? Quelle sera la réalité de l'accompagnement des apprentissages et de la construction des parcours d'orientation, qui plus est alors que les professionnels qui doivent y contribuer avec les enseignant·es ne sont pas présents en nombre suffisant sur l'ensemble du territoire ? Quels moyens sont fléchés pour les lycées professionnels et les lycées généraux et technologiques accueillant une forte proportion d'élèves issus de REP, REP+ et de milieux défavorisés ?

De surcroît, le gouvernement supprime 400 postes administratifs (dont 17 ETP supprimés dans l'académie d'Amiens) tout en annonçant la généralisation d'une GRH de proximité et la fusion des académies. Là aussi la soutenabilité des réformes en cours n'est pas au rendez-vous. C'est bien une intensification du travail, une aggravation de la sous-administration de l'Éducation nationale qui s'organise. Ces suppressions et la fusion annoncées sont autant d'éléments qui vont venir dégrader encore davantage les conditions de travail des collègues personnels administratifs et vont également, de fait, ralentir et déshumaniser les gestions des carrières de tous les personnels de l'Académie. À ce sujet, le bilan RH de la fusion des Conseils Régionaux des Hauts de France est significatif : pas d'économies de personnels et une souffrance au travail qui se traduit par un absentéisme important. C'est pourquoi le Sgen-CFDT Picardie rappelle qu'il est fermement opposé à la fusion des académies et les suppressions de postes prévues ne font que le conforter dans cette position.

L'étude des documents soulève pour notre organisation syndicale de vives inquiétudes et plusieurs questions.

Dans le 1er degré, les 15 postes attribués à l'académie seront forcément insuffisants pour répondre aux mesures ministérielles (dédoublment des classes de CE1 en REP) et nous craignons de nombreuses fermetures pour pouvoir alimenter ce dispositif. De plus l'Oise apparaît encore largement sous-dotée avec un P/E prévisionnel à 5,6 (quasiment identique à celui de la rentrée 2018) au regard des deux autres départements pour lequel le P/E augmente légèrement. L'écart entre l'Oise et les deux autres départements se creuse donc encore davantage.

Concernant le lycée professionnel, le Sgen-CFDT souscrit aux deux principes énoncés concernant les propositions d'évolution des grilles horaires des bacs professionnels et des CAP : ramener les heures élèves à un volume raisonnable de 30 h hebdomadaires, proposer un enseignement avec des dédoublements en hausse et des pratiques pédagogiques, comme la co-intervention, visant à permettre aux élèves de mieux percevoir le sens de leur apprentissage.

Mais une rénovation de la voie professionnelle doit améliorer les conditions de travail des enseignants au même titre que les conditions d'apprentissage des élèves, ainsi prévoir des heures de co-intervention sans prévoir le temps de concertation nécessaire (comme c'est déjà et toujours le cas pour ce genre de dispositif) n'est pas acceptable. En outre, le Sgen-CFDT regrette une perte d'heures par discipline et s'inquiète notamment de l'impact sur la réussite des bacheliers professionnels dans leurs poursuites d'études.

Par ailleurs, la disparition de la filière GA qui semble programmée nous scandalise tant elle reflète un manque d'anticipation et d'accompagnement des collègues enseignants concernés, d'ailleurs ces collègues sont-ils seulement prévenus?

Quel est le plan d'accompagnement prévu pour ces derniers? Qui est le référent auquel chaque PLP de la filière GA peut s'adresser ?

Par ailleurs, quel sera l'impact de cette réforme sur les postes ?

Comment sera mise en place la généralisation de l'apprentissage dans tous les établissements ?

Sur toutes ces questions le manque d'information et de lisibilité entretiennent un climat d'inquiétude au sein des équipes. Quelle communication et quel accompagnement envisagez-vous ?

Ces questions ne peuvent rester sans réponses. Le SGEN-CFDT Picardie sera vigilant quant à l'accompagnement RH des collègues concernés par les suppressions de poste, notamment dans la filière GA.

D'autre part, dans le contexte actuel, la CFDT Fonctions publiques appelle le Gouvernement à répondre rapidement aux attentes des agents publics. Notre organisation réclame des mesures d'urgence ainsi que l'ouverture de négociations pour aborder, notamment, les questions d'augmentation du pouvoir d'achat des agents publics, de suppression du jour de carence, et de la participation financière des employeurs publics à la protection complémentaire en santé et prévoyance.